



Union SNUI – SUD Trésor Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 21 janvier 2010

Grève du 21 janvier 2010 : avec 30 % de grévistes, une fois de plus, une mobilisation significative à la Direction générale des finances publiques

Les agents de la Direction générale des impôts (DGFIP) se sont mobilisés contre les suppressions d'emplois et pour leurs conditions de travail ce jeudi 21 janvier 2010.

Cette mobilisation est, une fois de plus, significative : dans les départements qui appelaient à la grève ce jour (en réalité, la plupart), près de 30 % des agents de la DGFIP étaient en grève ce jeudi 21 janvier. Dans certains départements (la Réunion, Dordogne, Bouche du Rhône, Aisne, Cher, Landes...), la mobilisation des agents atteint voire dépasse 50 %

Cette journée de grève confirme le malaise qui règne dans les services de la DGFIP, malaise qui procède tout à la fois :

- des orientations « fonction publique » : déclinaisons des suppressions d'emplois (2 569 à la DGFIP en 2010 soit, en 8 ans, une perte de 12 % des effectifs), réorganisation administrative, volonté d'individualiser la rémunération...
- et du contexte spécifique de la DGFIP : réorganisations liées directement ou indirectement à la fusion « impôts/trésor », management de plus en plus inadapté aux missions, pression générale sur les agents, hausse de la charge de travail mais baisse des moyens disponibles, réduction du maillage territorial...

Cette journée du 21 janvier fait également suite aux actions et aux journées de grève qui se sont tenues dans une quarantaine de départements au cours du mois de décembre et au début janvier à l'occasion des annonces locales des suppressions d'emplois. Au cours de ces journées, 25 journées de grève locales ont été organisées, témoignant déjà du profond mécontentement et de la colère des agents que ce jeudi 21 porte à nouveau, la plupart des départements appelant à la grève, certains pour la seconde fois en quelques semaines.

A la DGFIP comme dans la fonction publique, le mécontentement et la colère sont profondément ancrés, la perte de sens est réelle.

Alors que la crise produit ses effets sur le chômage dont le niveau est alarmant, et à l'heure où le gouvernement annonce une augmentation du déficit public prévu pour 2010 (près de 150 milliards d'euros, liés pour partie à la crise et pour partie à la pression sur les ressources publiques), l'argument budgétaire ne tient pas : les suppressions d'emplois relèvent bien d'une décision idéologique, elles ont pour effet de ne pas embaucher des chômeurs et de fragiliser voire de mettre en péril le fonctionnement des services publics et les conditions de travail et d'exercice des missions des agents publics. C'est aussi cette réalité qu'il faut dénoncer. A Bercy, MM Woerth (Ministre du budget) et Parini (Directeur général des finances publiques) doivent désormais entendre ces messages et en tenir compte dans leurs choix.